



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général

Direction générale Développement organisationnel et services
Direction Ressources humaines
La directrice

Aux Ambassadeurs

Représentant permanent des
États membres auprès de
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le 10 mars 2020

Objet: Détachement auprès du secrétariat général du Conseil (GIP.2 - Direction Relations interinstitutionnelles) d'un(e) expert(e) national(e) sur la désinformation et la résilience des processus électoraux

Réf.: END/2/2020 (317566)

Madame l'Ambassadrice, Monsieur l'Ambassadeur,

Le secrétariat général du Conseil (SGC) apporte son soutien au Conseil et à sa présidence tournante, ainsi qu'au Conseil européen et à son président, en étroite coopération avec les autres institutions de l'UE et les agences de l'UE concernées.

Le groupe horizontal "Renforcement de la résilience et lutte contre les menaces hybrides" a été créé le 10 juillet 2019; il se consacre essentiellement:

- à la lutte contre les menaces hybrides
- au renforcement de la résilience des États membres et de la société
- à l'amélioration de la communication stratégique et à la lutte contre la désinformation.

Le groupe vise à fournir une vision horizontale des questions liées aux menaces hybrides afin de renforcer la cohérence et la coopération entre l'UE et ses États membres. Il analyse les options et recense les outils permettant de renforcer la préparation et la résilience de l'UE et de ses États membres. En outre, le groupe facilite la coordination des activités du Conseil en matière de lutte contre les menaces hybrides et coopère avec d'autres instances préparatoires en fonction des besoins. Le groupe coopère également avec d'autres institutions, services et agences de l'UE, le cas échéant.

À cette fin, j'ai l'honneur de vous informer que **le SGC a l'intention de recruter un(e) expert(e) national(e) détaché(e) pour fournir un appui au groupe horizontal**, en particulier sur les questions liées à la résilience des sociétés et des processus électoraux et à la désinformation. L'expert(e) travaillera au sein du SGC ainsi qu'avec d'autres parties prenantes (présidence du Conseil, États membres, Commission européenne, Service européen pour l'action extérieure, etc.) sur la coordination de la réponse de l'UE aux menaces recensées dans les conclusions "Garantir des élections européennes libres et équitables" et le plan d'action contre la désinformation.

La durée du détachement est d'un an et peut faire l'objet d'une prolongation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. En application de l'article 5 de la décision (UE) 2015/1027 du Conseil, ce détachement pourrait, dans des circonstances exceptionnelles, être prorogé pour une durée supplémentaire de deux ans.

La description du poste, qui détaille les qualifications et l'expérience requises, figure en annexe. L'expert(e) devrait prendre ses fonctions au secrétariat général du Conseil au plus tard **le 1er juin 2020**.

Les conditions du détachement, y compris les indemnités versées par le Conseil, sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés auprès du secrétariat général du Conseil (décision (UE) 2015/1027 - JO L 163 du 30.6.2015, p. 40 - abrogeant la décision 2007/829/CE). Conformément à l'article 2 de cette décision, les experts nationaux détachés doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidats et candidates qualifiés pour ce poste.

Je vous saurais gré d'indiquer, dans les actes de candidature, le nom du ou des points de contact nationaux responsables pour chaque candidature. Les candidatures doivent être accompagnées d'un curriculum vitæ détaillant la formation supérieure et toutes les fonctions exercées jusqu'à présent, ainsi que d'une lettre de motivation.

Les réponses à la présente lettre doivent être transmises par courrier électronique, au plus tard le **31 mars 2020 à 17 heures (heure de Bruxelles)**, à l'adresse suivante:
sne.recruitment@consilium.europa.eu.

Le service compétent et la direction Ressources humaines examineront conjointement les demandes reçues, décideront quels candidats et candidates retenir dans une première sélection et mèneront les entretiens.

L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le SGC peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants correspondant au même profil.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du SGC en s'adressant à M. Nicolas Kerleroux (nicolas.kerleroux@consilium.europa.eu), tél. + 32 2 281 8239).

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma haute considération.



Nathalie Pensaert

Annexe: 1

**Expert(e) national(e) détaché(e) (END)
auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne**

GIP.2: Direction Relations interinstitutionnelles

Désinformation et résilience des processus électoraux

Réf.: END/2/2020 (317566) - 1 poste

Description du poste

A. Tâches et responsabilités

En poste à la GIP.2 au sein du secrétariat général du Conseil (SGC), à Bruxelles, agissant sous l'autorité du directeur adjoint de la direction Relations interinstitutionnelles et travaillant en étroite coopération avec les fonctionnaires du Conseil et d'autres parties prenantes, l'expert(e) sera appelé(e):

- à contribuer à la préparation, à la coordination et au suivi des réunions du Conseil européen et/ou du Conseil et de ses instances préparatoires;
- à établir des documents relatifs aux activités du Conseil européen et/ou du Conseil et de ses instances préparatoires;
- à analyser les dossiers politiques en vue de faciliter la prise de décision;
- à fournir des avis, selon les besoins, au président du Conseil européen et/ou aux membres du Conseil, à la présidence et au secrétaire général;
- à communiquer et coopérer avec des interlocuteurs internes et externes, et en particulier à se concerter avec les nombreux acteurs concernés au sein du SGC; à assurer la liaison avec la Commission et le Service européen pour l'action extérieure;
- à conseiller et assister le secrétariat, la présidence et le Conseil, dans le cadre de la gestion du groupe horizontal "Renforcement de la résilience et lutte contre les menaces hybrides", de l'élaboration des conclusions du Conseil, de contributions destinées au Conseil européen, de documents récapitulatifs, etc.;
- à établir des notes et des documents sur la désinformation/les cybermenaces ou à y contribuer;
- à suivre l'évolution de la situation, tant au niveau national qu'à celui de l'UE;
- à suivre les questions horizontales en rapport avec ce domaine et à élaborer des notes de synthèse sur des questions clés;
- à coordonner les flux d'information et les réponses; à analyser et synthétiser les informations en vue du règlement des problèmes.

B. Qualifications et expérience requises

- avoir un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires dans un domaine pertinent, par exemple les communications stratégiques, les études de sécurité, la gouvernance, les sciences politiques ou tout domaine apparenté;
- attester d'une expérience professionnelle (3 ans au moins) en matière de lutte contre la désinformation, de processus électoraux, de cybersécurité ou de gestion de crises dans ces domaines;
- posséder une bonne compréhension des enjeux, sur la base d'une expérience récente dans des domaines tels que la coordination interservices, la communication stratégique destinée à lutter contre la désinformation, les cybermenaces et/ou les élections.

C. Dispositions et aptitudes requises

Aptitudes professionnelles

Connaissances linguistiques:

- avoir une excellente connaissance de l'anglais, et disposer de solides compétences rédactionnelles;
- une bonne connaissance de la langue française serait souhaitable.

Technologies de l'information

- disposer d'une bonne maîtrise des outils Microsoft Office (notamment Excel pour le traitement de données/statistiques);
- comprendre les défis en matière de sécurité informatique;
- avoir une bonne connaissance des outils de communication et des médias sociaux.

Domaine d'activité

- avoir une connaissance du fonctionnement et des procédures de l'UE, y compris du rôle du Conseil européen et du Conseil et de leurs processus décisionnels. Une expérience en matière de politique de l'UE constitue un atout;
- une connaissance des actions visant à lutter contre la désinformation et à protéger les institutions, y compris les processus électoraux, au niveau de l'UE, et une expérience pertinente en la matière constitueraient un atout.

Traitement de l'information

- être capable d'identifier les points essentiels dans des situations complexes.

Discernement et capacité à résoudre les problèmes

- posséder une grande faculté de discernement en ce qui concerne l'environnement politique;
- être capable d'évaluer les informations de manière objective;
- être capable de trouver des compromis et de synthétiser les différentes positions.

Réalisation des tâches et obtention de résultats

- avoir la volonté et la capacité de travailler dans un environnement exigeant, politiquement sensible et caractérisé par une évolution rapide et une charge de travail importante;
- disposer de compétences en matière d'organisation et de planification, et démontrer des compétences réelles en matière de coordination et de facilitation;
- avoir la capacité de fournir un travail de qualité conformément aux procédures établies, dans des délais critiques et sensibles;
- posséder une grande faculté de discernement politique;
- posséder un sens aigu de l'initiative, de l'autonomie et des responsabilités;
- être disposé(e) et prêt(e) à voyager au sein de l'UE;
- être capable d'établir et d'entretenir de bons contacts avec différents interlocuteurs;
- être capable de travailler efficacement au sein d'une équipe, et de se concerter et travailler en coopération avec d'autres équipes et institutions;
- avoir le sens de la discrétion.

D. Habilitation de sécurité

- disposer d'une habilitation de sécurité nationale au niveau SECRET UE. Cette habilitation de sécurité doit être obtenue par les candidat(e)s auprès de leurs autorités compétentes avant leur détachement auprès du SGC. Sa validité doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le SGC se réserve le droit de refuser le détachement en tant qu'expert(e) national(e).

E. Conditions générales

- être ressortissant(e) de l'un des États membres de l'Union européenne et jouir de tous ses droits civiques;
- avoir satisfait à toutes les obligations légales en matière de service militaire.

Le secrétariat général du Conseil applique une politique d'égalité des chances.

Pour plus de renseignements concernant la procédure de sélection, veuillez contacter

M. Nicolas Kerleroux (nicolas.kerleroux@consilium.europa.eu, tél. + 32 2 281 8239).